

Économie picarde

Lettre d'information économique et sociale de la CGT INSEE PICARDIE – Février 2019 – Rédac chef: P. Le Scouëzec

Edito

Crise? Quelle crise?

Hausse du chômage partiel, soldes ratés, « c'est la faute de Gilets jaunes » ! Depuis trois mois, c'est le même refrain que nous servent certains médias, le gouvernement et le patronat.

Cela permet à ce dernier de taire sa responsabilité dans le ralentissement économique actuel. Pourtant, en Picardie comme ailleurs, il a touché sa part des 40 milliards d'euros d'avantages du CICE et des allègements de cotisations. Cela n'a pas empêché l'emploi salarié de diminuer dans la région ... dès le troisième trimestre 2018, alors qu'il n'était pas encore question de gilets jaunes !

Comme d'habitude, avec nos chefs d'entreprises moins dynamiques et moins innovants, la crise y est ressentie plus précocement et durement qu'ailleurs. Pourtant, ces résultats sont ignorés car, officiellement, réforme territoriale oblige, ils n'existent plus de données propres à la Picardie. Et on peut parier que les « spécialistes » locaux continueront à les ignorer malgré cette publication car ces faits vont à l'encontre de leur discours.

Le chiffre du mois

17,9 %. C'est la part de la Picardie dans la puissance du parc éolien français fin septembre 2018. La Somme représente à elle seule 9,5 % du total national. Sur les 3 premiers trimestres de l'année, la puissance produite dans la région a augmenté de 7,1 %, soit un peu plus vite qu'au plan national (+4,9%). C'est dans l'Aisne que la croissance est la plus sensible depuis janvier 2018 (+13,2%) devant l'Oise (+6,0%) et la Somme (+4,0%). Dans la région, 251 installations sont raccordées au réseau électrique.

CGT INSEE PICARDIE

L'emploi salarié recule en Picardie

Depuis un an, notre région décroche économiquement. Mais comme on ne publie plus les données pour la Picardie, cela passe inaperçu. C'est voulu et assumé par ceux qui dirigent la grande région depuis Lille. Les plus précaires sont les plus touchés.

Au troisième trimestre 2018, 601600 salariés travaillent en Picardie, un nombre en baisse de 0,3 % par rapport au trimestre précédent, soit 1740 emplois en moins. Cela s'explique par des reculs dans l'intérim (-810, -3,4 %) et le tertiaire non marchand (-770, -0,4 %), c'est-à-dire l'administration et les services publics avec, notamment, la baisse des emplois aidés et les conséquences de la fusion des régions.

Sur un an, la diminution d'emploi dans la région est aussi de 0,3 % et s'explique par celle dans l'intérim (-2,6%), le tertiaire non marchand (-1,0%) et l'industrie (-0,9%), alors que le tertiaire marchand hors intérim et la construction gagnent des emplois, respectivement 0,6% et 1,6 %. Quand on sait que, sur un an, l'emploi stagne dans les Hauts-de-France et s'accroît de 0,7 % en France, cela signifie clairement que la Picardie décroche à nouveau, mais que personne ne s'en inquiète car cela est noyé dans la grande région !

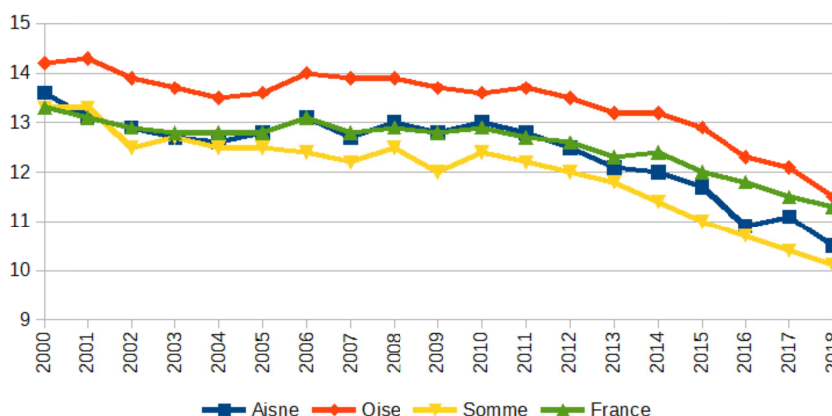
Au plan département, c'est la Somme qui a connu la baisse d'effectifs la plus sensible (-0,4%) au cours du 3ème trimes 2018, suivi de l'Aisne (-0,3%) et de l'Oise (-0,1%). Mais c'est, sur un an, les pertes les plus importantes ont été enregistrées dans l'Aisne (-0,9%) alors que les résultats sont plus modérés dans la Somme (-0,2%) et l'Oise (0,0%).

Ainsi, une nouvelle fois, la Picardie, tant ses dirigeants politiques que le patronat, n'a pas su tirer partie d'un contexte économique qui était relativement favorable. C'est l'emploi le plus précaire, l'intérim et les emplois aidés, qui a été le premier touché. Mais l'on peut craindre, si la tendance se poursuit, que des effectifs à statut plus stable soient bientôt concernés par ce recul. Dans l'indifférence des responsables de la grande région sans doute... et de certains médias pour qui l'économie se résume de plus en plus à vanter la réussite de quelques patrons, sans parler du reste !

Baisse de la natalité

Le taux de natalité, nombre de naissances rapporté à la population totale, recule en Picardie, dans l'Aisne et la Somme plus vite qu'au plan national. Pourtant, le nombre d'enfants par femme (taux de fécondité) reste élevé : 2,01 dans l'Oise en 2016, 1,97 dans l'Aisne et 1,81 pour la Somme (1,92 pour la France). Mais, parallèlement, le nombre de femmes en âge d'avoir des enfants diminue, en raison du vieillissement de la population. D'où la nécessité pour la région d'attirer à nouveau des jeunes.

Taux de natalité annuel par département



La garde alternée des enfants: une affaire d'argent

La proportion d'enfants mineurs (moins de 18 ans) qui alternent entre les logements de leurs parents séparés est relativement faible en Picardie. Les plus nombreux sont ceux de la Somme avec un taux de 2,5 % devant ceux de l'Oise (2,4%) et de l'Aisne (2,0%). Ces chiffres sont tous inférieurs à la moyenne nationale (2,7%) et différent assez peu de ceux observés dans le Nord (2,3%) et le Pas-de-Calais (2,0%).

Si ces taux sont faibles, c'est en raison de l'insuffisance des ressources des parents. En effet, on observe au plan national que plus le niveau de vie des familles où vivent des enfants de parents séparés est élevé, plus le taux de résidence alternée pour ceux-ci est fort. Cela prouve une nouvelle fois que les inégalités sociales se répercutent d'abord sur les enfants

Le logement social au ralenti

Au 1^{er} janvier 2018, on comptait 147838 logements sociaux en Picardie, rassemblant 2,9 % du parc français. Leur nombre a augmenté de 1,2 % en 2017, soit un rythme inférieur à la moyenne nationale (+2,6%). Cela annonçait déjà le ralentissement observé dans la construction en 2018 dans la région.

Rapporté à la population, cela représente 763 logements sociaux pour 10.000 habitants, soit un peu plus que le niveau national (745). Leur présence est un peu plus marquée dans l'Oise (798) et l'Aisne (767) que dans la Somme (709). Ce taux est plus faible que celui des Hauts-de-France (956) qui, il est vrai, est la région de province où il est le plus élevé.

L'une des caractéristiques du logement social en Picardie est la part plus importante de logements individuels. Elle est de 25 et 26 % dans l'Aisne et la Somme, de seulement 17 % dans l'Oise, un taux encore supérieur à la moyenne nationale (16%).

Chômage: la fracture grandit

Les « spécialistes », dans notre région comme au plan national, vantent la politique de Macron et le « redémarrage » de l'économie. Pourtant, le chômage reste élevé même si le nombre de demandeurs d'emploi des catégories ABC (ceux tenus de rechercher un emploi, qu'ils aient eu ou non une activité dans le mois) a diminué de 1,7% en Picardie en 2018.

La raison tient au fait que la reprise ne concerne qu'une partie des chômeurs. Les plus « employables » alimentent le marché de l'emploi en passant du chômage à la précarité, puis parfois à un emploi plus stable, faisant croire à un certain dynamisme. Mais, parallèlement, la part des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi depuis un an et plus progresse de 3,3 % en un an et atteint désormais, fin 2018, 51,1% en Picardie, rassemblant 92530 personnes (48,9% dans l'Oise, 51,3% dans la Somme, 53,5% dans l'Aisne).

C'est dans ce dernier département que la hausse des chômeurs de longue durée est la plus forte (+4,8%) devant l'Oise (+3,1%) et l'Aisne (+2,2%).

Si ce fossé se creuse, c'est que les entreprises ne s'investissent plus dans la formation et préfèrent embaucher des salariés surqualifiés. C'est pourquoi les plus de 50 ans sont de plus en plus exclus de l'emploi. C'est aussi l'échec de la politique du Conseil régional, qui se garde bien de faire un bilan de son action, incapable de mettre en place son SIEG qui devait accueillir 5000 chômeurs en formation (au moins 70 heures) en les indemnisant entre septembre et décembre 2018. Seules quelques dizaines de personnes en bénéficient réellement !

Parallèlement, le budget 2019 de la Région prévoit que les crédits de formation professionnelle stagnent alors que trois centres AFPA (Berck, Beauvais, Boulogne) pourraient fermer dans les Hauts-de-France. Par conséquent, en Picardie, c'est bien cette absence d'investissement dans la formation professionnelle du patronat et du Conseil régional qui conduisent à maintenir une partie grandissante des chômeurs loin du marché du travail.

La construction victime des mesures gouvernementales

Fin 2017, le gouvernement disait vouloir « construire plus, plus vite et moins cher ». C'est tout le contraire qui est en train de se produire ! En Picardie, fin octobre 2018, 7621 logements ont été autorisés sur les 12 derniers mois, soit 457 de moins par rapport à l'année précédente, une baisse de 5,7%. Cette diminution est un peu moins importante qu'au plan national (- 6,4%) et mais très loin du Nord-Pas-de-Calais qui a connu lui une hausse (+4,8%).

Dans la région picarde, le ralentissement concerne essentiellement les logements collectifs (-11,9%) qui représentent 53 % des projets de construction, alors que l'individuel a progressé (+2,4%). Il faut y voir la conséquence directe des mesures prises par le gouvernement contre les offices HLM, dont la baisse des loyers pour compenser l'APL, qui les a incité à ralentir leurs investissements. Cela se ressent principalement dans l'Oise et la Somme, où le recul du collectif (respectivement -20,0 % et -16,3%) provoque une baisse globale de 10,9 % et 7,5 % des projets de construction.

De même, les logements commencés entre novembre 2017 et octobre 2018 ont diminué de -3,2 %. Là encore, ce sont les mises en chantier de logements collectifs qui ont été plus ralenties (-5,0%) que celles d'habitations individuelles (-1,1%). C'est dans l'Aisne que la baisse de logements est la plus prononcée (-17,7%).

Cette tendance a pour conséquence que les besoins en logements de la région sont de plus en plus importants car l'offre ne suit pas, expliquant même en partie le ralentissement de la croissance démographique de la Picardie. De plus, les demandes de publics particuliers (étudiants, jeunes, travailleurs pauvres et sans abris) deviennent de plus en plus difficiles à satisfaire.